



Lait, beurre et sourire des bénévoles. En Gaume, l'épicerie sociale livre tout à domicile

TEXTE ET PHOTOS DE MARTINE VANDEMEULEBROUCKE

Il ne suffit pas d'ouvrir une épicerie sociale, une banque alimentaire ou un resto du cœur pour lutter contre la pauvreté. Ces formes d'aide matérielle ne fonctionnent que si elles sont physiquement accessibles aux plus précarisés. Cela marche dans les villes, les grosses communes, pas dans les zones rurales. Dans le sud de la Gaume, l'équipe de la Croix-Rouge a fait le choix de ne plus attendre les bénéficiaires. Si tu ne viens pas à l'épicerie sociale, c'est l'épicerie qui viendra à toi. Elle apporte savons, fromages, sel, poivre et lien social. Nous l'avons accompagnée dans les villages et hameaux de Rouvroy.

Huit heures. Virton semble encore un peu endormie, mais, à l'intérieur de la Maison de la Croix-Rouge Sud Gaume, une petite dizaine de bénévoles s'affairent déjà. Le café est prêt, mais peu prennent le temps de s'asseoir pour en boire une tasse. On est mardi et c'est jour de sortie de l'épicerie sociale ambulante. Le projet a été imaginé en juillet 2020, dans l'après-confinement, cette période particulière qui a fait apparaître après des mois de rupture du travail social la nécessité, voire l'urgence d'apporter une aide matérielle, mais aussi de « reprendre contact » avec les plus précarisés. L'épicerie sociale a démarré en avril 2021. Un an plus tard, le projet a pris de la vitesse.

Les épiceries sociales ont été développées par la Croix-Rouge il y a une dizaine d'années. Elles proposent des produits de première nécessité à moitié prix par rapport à ce qu'on peut trouver dans de grandes surfaces, elles livrent aussi des produits gratuits. Il y a 47 épiceries sociales en Wallonie et à Bruxelles, et la crise du Covid a dopé leur activité. Elles sont passées de la distribution de 125.000 colis alimentaires en 2019 à 162.690 un an plus tard. La province de Luxembourg compte 16 épiceries sociales. Une des plus importantes est située à Arlon. Une cinquantaine de familles y viennent quotidiennement. « C'est énorme », constate Chantal, qui gère les stocks de l'épicerie sociale ambulante de la Croix-Rouge Sud Gaume. Et les besoins ne sont pas tous satisfaits, car

«Le problème, c'est que le sud de la Gaume est une région rurale où les villages sont très dispersés et les gens, isolés, poursuit Chantal. Les gens ne se rendent pas dans une épicerie sociale. Nous nous sommes dit qu'il fallait que ce soit l'épicerie qui aille vers eux.»

Chantal, de l'épicerie sociale ambulante

beaucoup de bénéficiaires potentiels ne se déplacent pas vers des villes comme Virton, Arlon ou Bastogne. «*Le problème, c'est que le sud de la Gaume est une région rurale où les villages sont très dispersés et les gens, isolés,* poursuit Chantal. *Les gens ne se rendent pas dans une épicerie sociale. Nous nous sommes dit qu'il fallait que ce soit l'épicerie qui aille vers eux.*»

La Gaume n'est pas qu'une belle terre de vacances. La région est plus pauvre qu'on ne l'imagine. Le problème principal, ce sont les loyers «*aussi chers qu'à Bruxelles : 850, 900 euros sans les charges*». La faute à la proximité du Grand-Duché dont on parle ici avec un mélange d'envie et de ressentiment. Le Grand-Duché, «où tout le monde veut travailler» mais qui fait flamber les loyers et désertifie les structures hospitalières de la province parce que les salaires y sont, dans tous les secteurs, bien plus élevés qu'en Belgique. La conséquence, c'est bien sûr des énormes disparités dans le pouvoir d'achat des habitants dans la province. Il y a ceux qui peuvent se payer des loyers de plus de 1.000 euros et les autres. Ceux qui ne peuvent pas, explique Chantal, s'installent dans les petits villages autour de Virton. Mais cela nécessite alors de disposer d'une voiture, et tous les habitants n'ont pas les moyens d'en avoir une.



LES MÉTAMORPHOSES D'UNE CAMIONNETTE

Chantal nous montre les cagettes qui s'empilent dans le couloir. Les bleues, ce sont les produits gratuits. Les jaunes, les payants. On y trouve des produits frais, des produits d'entretien, des plats surgelés aussi. Ils ont été préparés par les «Repas solidaires gaumais», une petite association qui travaille notamment avec les maraîchers du coin pour faire des soupes, des repas. Chantal y travaille aussi en tant que bénévole. Les repas sont vendus 50 centimes/pièce, autant dire qu'ils sont gratuits.

Devant la maison de la Croix-Rouge, la camionnette vient de se garer. Richard, le chauffeur, et Dany chargent les cagettes. «*Ici pendant la première période Covid, l'équipe a continué à fonctionner, à transporter les malades, en faisant attention bien sûr,* raconte Richard. Malgré les injonctions de «Bruxelles». «*On nous disait d'arrêter le transport des personnes. Ils ne se rendent pas compte! Les gens, ici, sont très éloignés des structures hospitalières. Certains avaient besoin d'une dialyse, il fallait faire quoi? Les laisser sans soins?»* En juillet 2020, le projet de l'épicerie itinérante a pris forme. «*Cela nous a semblé avoir du sens compte tenu de la précarité*



dans certains villages. » Il y avait une camionnette dont la Croix-Rouge ne se servait plus. Dany le bricoleur a transformé en magasin ce véhicule conçu pour le transport de malades.

L'idée est donc venue des bénévoles de la Croix-Rouge Sud Gaume, qui ne cachent pas une certaine fierté. « *Nous sommes Luxembourgeois et Gaumais. Nous avons deux longueurs d'avance* », plaisante Richard. L'équipe a pris contact avec les CPAS des communes avoisinantes : Virton bien sûr, Rouvroy, Musson, Saint-Léger et Meix-devant-Virton. Saint-Léger a refusé, Virton se tâte encore. Mais, depuis avril 2021, l'épicerie parcourt les villages de Rouvroy (le mardi) et de Musson (le jeudi). Fin mars, Meix-devant-Virton s'ajoutera à la tournée.

Le succès est au rendez-vous. En mars 2021, 16 familles de Musson étaient inscrites, en décembre, leur nombre avait doublé. Pour Rouvroy, on est passé de neuf familles en mars à 24 en décembre, « *et cela continue d'augmenter*, observe Chantal. *Avec Meix, nous aiderons une centaine de familles* ».

Il est presque 9 heures. En route vers Rouvroy et ses villages avec Danielle, Josiane et Richard au volant. Premier arrêt au point relais de Dampicourt. Les CPAS



contactés avaient des réticences, se souvient Richard. Une camionnette qui circule et s'arrête dans les villages, cela pouvait apparaître comme « stigmatisant », surtout dans des villages où tout le monde se connaît. Ne fallait-il pas mieux s'en tenir à de seuls points relais où les gens viendraient chercher leurs produits ? La Croix-Rouge Sud Gaume a refusé. Il fallait aussi aller au domicile des gens. « *S'il faut faire 3, 4 km à pied en rentrant avec des sacs lourds, où est l'avantage ?*, constate Richard. *Il y a parmi les bénéficiaires des personnes âgées qui ne savent pas faire 200 ou 300 mètres avec leurs sacs. Nous essayons d'être discrets et, au niveau des bénéficiaires, cela n'a jamais posé de problèmes. Ces réticences des CPAS ont été vite balayées.* »

RENTREZ LES SACS ET PARLER UN PEU

Ce sont les CPAS de Rouvroy et de Musson qui orientent les bénéficiaires vers l'épicerie sociale ambulante. Ceux-ci s'inscrivent auprès de la Croix-Rouge qui leur accorde une carte d'accès : 25 euros d'achats par mois pour une personne isolée, 52 pour une famille. Le bénéficiaire paie la moitié du prix du produit acheté, le CPAS un quart et la Croix-Rouge l'autre quart. « *L'essence, les frais d'entretien de la camionnette, c'est à la charge de la Croix-Rouge Sud Gaume* », précise



Richard. La camionnette fait d'ailleurs son âge. Pendant le parcours, une des portières arrière restera obstinément bloquée. Mais, c'est sûr, Dany le bricoleur pourra réparer ça au retour, assure la petite équipe.

À Dampicourt, trois personnes nous attendent. Yolande, une jeune femme, achète des œufs, du jambon. *« Dommage qu'il n'y ait pas de légumes frais, nous dit-elle. On a essayé pour les légumes, répond Danielle. On a proposé des légumes surgelés provenant des maraîchers du coin. Mais cela n'a pas marché. Il n'y avait pas de demande en ce sens. La plupart des gens ne sont pas motivés pour cuisiner. »*

Yolande bavarde un peu avec Josiane et Danielle. On s'échange des informations sur la santé de l'un ou de l'autre. Tout le monde connaît tout le monde en effet. Il est presque 9 h 30. L'épicerie itinérante n'attend plus et reprend la route. Il est vrai que le vent est glacial et que patienter sur le parking devient vite pénible. On se surprend à penser que la Gaume a usurpé sa réputation de région méridionale d'un point de vue géographique et climatique. *« La Gaume est dans une cuvette qui l'abrite des vents mais pas du vent de l'est, plus présent en hiver », nous explique Richard avant de mettre le chauffage de la camionnette à fond.*

Après ce point relais, l'épicerie ambulante va s'arrêter de maison en maison. *« Le plus souvent, on aide à déposer les sacs de provisions à l'intérieur, explique Josiane. Les gens nous invitent parfois à rentrer chez eux et se confient. C'est cela aussi l'utilité de cette épicerie itinérante. Rompre l'isolement, créer du lien social. »* Danielle sonne à la porte d'Annick, une femme à l'allure frêle qui se déplace difficilement. *« C'est très important que l'épicerie vienne jusque chez moi, nous dit-elle. J'ai une maladie orpheline qui me handicape. Je suis sans travail, sans revenus, alors cette épicerie est un cadeau du ciel. »* Annick achète plusieurs plats surgelés. *« J'ai une amie qui habite près d'un maraîcher et m'apporte de temps à autre des légumes. Quelqu'un fait parfois mes courses, mais c'est difficile de demander de l'aide. Alors je m'alimente mal. »* On comprend qu'elle ne parle pas seulement de la qualité de la nourriture... Annick dit avoir été informée de l'existence de l'épicerie ambulante par un voisin. *« Au départ, il y a l'amour-propre qui vous empêche de demander cette aide alimentaire, mais ils' font ça en toute discrétion »,* ajoute-t-elle en désignant la camionnette garée un peu plus loin. Annick assure qu'elle ne s'est pas adressée au CPAS. *« Je ne veux pas, c'est trop humiliant. »* Pourtant, c'est le CPAS qui communique à la Croix-Rouge les noms des personnes pouvant accéder à cette forme d'aide sociale. Ceux-ci ne sont pas pour autant des bénéficiaires du revenu d'intégration. Annick n'est pas la seule à affirmer n'avoir jamais eu de contact avec le CPAS et à s'offusquer presque lorsqu'on l'évoque. Le CPAS est la clé d'accès à l'épicerie sociale, mais en convenir reste un tabou.

« ON SE DÉBROUILLE »

Les petites maisons de briques claires se ressemblent dans ce quartier qui paraît relativement récent. Les jardinières vides attendent des jours meilleurs. Parfois

un banc est posé devant l'entrée. Au premier regard, rien ne distingue leurs habitants sur le plan social. On se gare et, très rapidement, un homme d'une quarantaine d'années, habillé d'un survêtement usé, se dirige vers le véhicule. Visage creusé, l'air fatigué. « Ça va ? » demande Josiane. « Bof, non », répond l'homme qui prend ses victuailles sans un mot. On apprend qu'il sort de prison, qu'il est en probation et a des problèmes d'alcool. « Il n'a pas l'air d'aller bien. Faudrait peut-être lui envoyer Hestia », suggère Richard. Danielle approuve. Hestia, c'est un service de visite et d'aide aux personnes isolées assuré par la Croix-Rouge Sud Gaume. Danielle y travaille aussi comme bénévole. « On rend visite, mais seulement si c'est une demande de la personne bien sûr. » Josiane et Danielle sont deux « nouvelles » dans l'équipe de la Croix-Rouge où elles s'occupent de l'épicerie sociale itinérante depuis le début. Danielle était aide familiale, Josiane, assistante en pharmacie. Elles sont toutes deux retraitées mais bien actives en tant que bénévoles. Ce qui les motive? Le plaisir d'être en relation avec autrui, le sentiment de participer à une activité essentielle autant pour les bénéficiaires que pour elles-mêmes. « J'ai eu une activité professionnelle qui me mettait beaucoup en contact avec les gens. Cela me manquait », explique Danielle.

Dernier arrêt à Dampicourt. Un couple sort de la maison. Comment ça va? « Je viens d'être opéré du genou, je ne peux plus conduire », dit d'emblée Garroy. Sa femme, Wajda, se tient blottie contre lui. Elle marche aussi avec beaucoup de difficulté. Ils ont deux enfants adolescents et « vivent sur la mutuelle ». « On essaie de se débrouiller », résume Garroy quand on évoque avec lui sa situation actuelle. « Je viens de Bastogne. J'ai été agriculteur pendant 45 ans. On avait une grosse ferme avec plus de 400 bêtes. C'était dur, je travaillais 24 heures sur 24 mais avec passion. » En 2015 un grave burn-out vient sanctionner ce trop grand investissement dans le travail. Le fermier fait un malaise, il est évacué par hélicoptère et se retrouve cinq jours dans le coma. « Mon épouse a dû tout faire toute seule à la ferme. Mon médecin m'a dit que je devais abandonner mon métier. J'avais 55 ans à l'époque. » Les larmes montent. La voix de Garroy tremble un peu. « Ma ferme me manque. Je ne vais plus à Bastogne qu'une fois par an pour fleurir la tombe de mes parents. C'est trop dur de voir ce que l'autre a fait de ma ferme. » Wajda a plusieurs vertèbres démisées, la conséquence de son dernier accouchement et du travail prolongé sur le tracteur. Lui a les alvéoles des poumons brûlés par les produits nocifs utilisés dans sa ferme. Et des problèmes de genou à répétition. Ils ne peuvent plus travailler, juste « se débrouiller » avec l'aide notamment de l'épicerie sociale.

DES FUMÉES AUX VIGNOBLES

En route vers Harnoncourt. Les fumées de l'usine de fabrication de pâte de papier Burgo Ardennes s'élèvent dans le ciel. Burgo, c'est l'ancienne « Cellulose des Ardennes » dont la faillite en 93 a suscité un séisme dans la région. Cette usine, qui était à l'origine de graves problèmes de pollution, assurait aussi l'emploi de 800 personnes, 2.000 de manière indirecte. L'entreprise a été reprise et, avec l'aide de la Région wallonne, assainie. Les odeurs de « chou bouilli » selon



les uns ou de « pipi de chat » selon les autres sont nettement moins présentes. « Avant, ça puait jusqu'à Arlon qui est tout de même à 30 km d'ici », se souvient Richard. L'usine a enrichi la commune de Rouvrois. Elle lui a permis de construire un centre sportif et culturel, chose rare dans la région, mais tous ses habitants n'en ont pas profité. Une femme âgée vient chercher du beurre et des œufs avec un billet de cinq euros. « Je peux revenir la semaine prochaine ? » Josiane lui rappelle que l'épicerie dispose de produits gratuits. Cela soulage visiblement l'habitante d'Harnoncourt.

Nous quittons le village. Les maisons deviennent rares. Les forêts, les prairies défilent. Un panneau nous indique que nous entrons à Lamorteau et que la France est à 800 mètres.

Jean-Christophe y habite depuis moins d'un an et n'a, lui, aucun souci à expliquer que c'est le CPAS qui l'a orienté vers l'épicerie sociale. « C'est une aide capitale. Sans cela, je ne m'en sortais pas. » Jean-Christophe vit aussi d'une indemnité de la mutuelle. Cet ancien indépendant est passé par la case CPAS après un accident. Article 60 puis droit aux allocations de chômage... Il commençait à s'en sortir, mais les séquelles de son accident l'ont rattrapé et, après « une douzaine d'opérations », il est désormais considéré comme invalide. Jean-Christophe

À Arlon, près de la moitié des actifs travaillent chez « le voisin », au Grand-Duché. Et ils gagnent plutôt bien leur vie. Cette richesse d'une partie de la population a pour effet d'aggraver les inégalités, surtout en matière de logement, à Arlon, mais aussi, et de plus en plus, dans les communes rurales de la Gaume.

vit seul, il ne se plaint pas de son loyer (450 euros), mais vivre dans un tout petit village a sa contrepartie : l'isolement. *« J'ai dû acheter une petite voiture d'occasion et je fais le minimum de déplacements parce que l'essence coûte vraiment trop cher. »* Mais comment éviter les déplacements quand il n'y a dans sa commune ni épicerie, ni boulanger, ni boucher, ni supérette? *« Sans voiture, on est mort ici. Le supermarché le plus proche est à 6 kilomètres. Alors, oui, cette épicerie itinérante est vraiment nécessaire. »*

La dernière étape nous amène à Torgny, célèbre pour ses vignobles, son microclimat et pour être le point le plus reculé, le plus méridional de la Belgique. *« À gauche, c'est la France, nous montre Richard. À droite aussi et là, en face, c'est encore la France. »* Torgny, explique l'Office du tourisme en Wallonie, est l'un des plus « beaux villages de Wallonie » et il est vrai que les maisons aux pierres jaunes et aux tuiles rouges ne manquent pas de charme tout comme les vieilles fermes dans les environs. À Torgny, il y a des hôtels, deux restaurants chics, dont un étoilé (et fermé) mais aucun commerce. Christelle vit dans le joli

Une richesse en trompe-l'œil

Les chiffres ne donnent pas toujours une vision objective de la réalité sociale d'une région. En province de Luxembourg, la « petite Provence » comme on appelle la Gaume, n'est pas nécessairement synonyme de douceur de vivre. Dans les zones de Virton et d'Arlon, les prix de l'immobilier font sourire les promoteurs. En dix ans, le prix moyen des maisons a augmenté de 33 %. C'est la plus forte hausse en Wallonie. Aujourd'hui, l'arrondissement d'Arlon est en concurrence directe avec celui de Nivelles et ses riches communes de Lasne, Waterloo, Braine-l'Alleud pour détenir le triste record des loyers les plus élevés. Et si on compare encore le Luxembourg avec le Brabant wallon, on constate d'autres similitudes : l'absence ou en tout cas l'énorme retard pris dans la lutte contre le sans-abrisme. Il n'existe qu'un seul abri de nuit à Arlon, aucun en Brabant wallon où un relais social vient de commencer ses activités depuis deux mois.

Dans le sud de la province de Luxembourg, les disparités de revenus sont énormes. Elles s'expliquent surtout par l'attraction qu'exerce le Grand-Duché : 45.000 frontaliers belges traversent chaque jour la frontière. À Arlon, près de la moitié des actifs travaillent chez « le voisin ». Et ils gagnent plutôt bien leur vie. Cette richesse d'une partie de la population a pour effet d'aggraver les inégalités, surtout en matière de logement, à Arlon, mais aussi, et de plus en plus, dans les communes rurales de la Gaume.

Le schéma de la « précarisation de la campagne » suit des règles immuables bien connues des associations de lutte contre la pauvreté. Les exploitations agricoles et l'emploi rural disparaissent ou vivent, les villages s'entourent parfois de quartiers résidentiels peuplés de navetteurs, mais leurs habitants sont de plus en plus isolés. En Gaume, les services publics n'ont pas suivi les bons indicateurs économiques de la province. Pour les transports en commun, c'est tous les jours le service minimum, surtout au niveau des TEC. Et, dans certaines communes, le reste suit. Peu de médecins, peu, voire plus du tout de pharmaciens, de commerces d'alimentation et de distributeurs de billets. Plus de bureau de poste ou de mutuelle, plus de lieu finalement « où papoter » et donc de moins en moins de contacts entre les gens. Une pauvreté matérielle, relationnelle bien présente tout en restant invisible ou presque. Car, si le lien social périclète, le contrôle social n'a pas disparu et est parfois difficile à vivre. On sait ce que chacun fait. S'il se rend au CPAS ou va chercher un colis alimentaire. Au point que certains renoncent à demander les aides auxquelles ils ont droit. Ou alors font semblant de ne pas les demander.

village touristique seule avec ses trois enfants et elle galère. *« Je viens toutes les semaines à l'épicerie sociale et je prends de tout : les soupes surtout. Les enfants adorent et c'est plein de légumes. »* Christelle reçoit une aide sociale du CPAS. Elle n'a pas de voiture et c'est un vrai handicap. *« Il n'y a rien ici. Juste un livreur de pains qui passe avec sa camionnette. Pour le reste, il faut aller à Virton, qui est à 10 km, ou en France. »* Christelle peut compter sur la solidarité d'un voisin, *« un petit vieux »* qui va conduire ses enfants en voiture à l'école, et sinon c'est la débrouille. Un peu plus loin, une jolie maison de village, sûrement photographiée par les touristes en été, et dont le propriétaire est un « client » de l'épicerie sociale. On sonne, mais personne ne vient ouvrir. *« C'est à nouveau un ex-indépendant qui 'rame' »,* explique Richard. On resonnera chez lui la semaine prochaine.

Il est passé midi. La tournée se termine. Retour sur Virton et la maison de la Croix-Rouge Sud Gaume. Les volontaires présents aident à décharger les cagettes. Dany le bricoleur ausculte la portière bloquée de la camionnette. Il faut que tout refonctionne pour aller à Musson jeudi. Et ça ira. Sûrement. •